

Histoire et civilisation moderne

M. Emmanuel LE ROY LADURIE, professeur

Le cours de 1977-1978 a porté sur l'histoire urbaine. Le séminaire, lui, a concerné la dîme, en tant que reflet, certes imparfait, de l'histoire de la production agricole de jadis. Définir la conjoncture à l'aide de données telles que les séries de dîmes, de rente foncière ou de statistiques directes de la production agricole, c'est bien sûr essayer de décrire et dessiner la marche même du produit brut de l'agriculture, et si possible de la productivité. C'est aussi nécessairement introduire, aux alentours, certains trends qui peuvent sembler parasites, mais qui sont néanmoins indispensables : trend du prélèvement effectué par la classe propriétaire, comme disaient les physiocrates ; trend sous-jacent aussi de la population agricole et globale, et de la propension à consentir des baux élevés, en fonction des liquidités monétaires dont disposent les candidats au fermage. Le devoir de l'historien des dîmes, c'est à la fois d'apprécier globalement cette conjoncture, et d'en dissocier les éléments de base, afin d'aboutir si possible au socle vif qui nous concerne ici : la production agricole. Dans ce résumé, je m'intéresserai essentiellement au moyen terme (conjoncture décennale et interdécennale), et au long terme (conjoncture séculaire et interséculaire). J'utiliserai les communications proposées au « Colloque des dîmes » (Collège de France, 1977).

Et pour commencer d'abord, l'idée d'un plafond multiséculaire de la production agricole haut situé dans les débuts du xiv^e siècle de l'avant- peste, idée que nous avons avancée, Goy et moi, dans le recueil des dîmes paru en 1972, a trouvé de très belles confirmations dans les travaux plus récents : ceux de Neveux notamment par rapport à toute la période 1320-1560, ceux de Daelemans pour le Brabant. En Cambrésis, le niveau de production agricole atteint sous Philippe le Bel ne sera, semble-t-il, pleinement retrouvé que sous Louis XVI, et dépassé bien sûr sous Louis-Philippe. Entre Philippe le Bel et Louis XVI s'étend une longue période que Neveux a pittoresquement qualifiée de baquet interséculaire, lequel comporte ses propres fluctuations internes, positives et négatives. En Normandie, probablement aussi en Picardie, ce plafond du xiii-xiv^e siècle est jalonné tout à la fois par les données relatives aux dîmes, à la mise en valeur du sol et à la population.

Ce plafond caractérise le « monde plein » de la fin du XIII^e siècle, cher à Pierre Chaunu ; c'est-à-dire la France septentrionale, peut-être l'Italie du Nord et la Toscane, diverses régions de l'Allemagne... Mais il est fort peu probable qu'on trouve l'équivalent de ce plafond multiséculaire du XIV^e siècle dans des pays comme la Pologne, ou d'une façon générale en Europe orientale, peu peuplée encore autour de 1300 ; cette zone ne fait pas encore partie justement du « monde plein ».

L'écroulement qui va suivre, et auquel remédieront beaucoup plus tard les diverses récupérations de long souffle, celle du XVI^e siècle ou même seulement celle du XVIII^e siècle coïncide généralement *grosso modo* dans ses débuts, avec la peste noire, non pas bien sûr que celle-ci soit nécessairement seule en cause. D'autres épidémies, pesteuses ou non, et aussi dans les territoires ultraseptentrionaux de la France actuelle, la guerre (débuts de la guerre de Cent Ans, ou guerres locales) ont pu jouer un rôle. Quoi qu'il en soit, cet écroulement à travers diverses péripéties nous amène jusqu'aux bas-fonds du XV^e siècle. Sur ce point, nous disposons dorénavant de divers modèles : les modèles classiques d'abord auxquels Guy Bois a donné une nouvelle vigueur. Apogée de la production céréalière vers 1320, déclin des deux tiers vers 1450 ; reprise rapide de 1450 à 1500 puis plus lente et même plafonnante de 1500 à 1560. Il semble que vers 1560, on ait retrouvé à peu près les niveaux de 1320, par une sorte de reconstitution de l'écosystème agricole antérieur à la peste noire. Dans le même sens que la production, mais avec des distorsions importantes, évoluent la rente foncière et la population. En sens inverse, les salaires réels. En Cambrésis la chronologie n'est pas très différente. Mais la reprise de la période 1450-1520 est assez faible. Et surtout, on trouve le formidable accident ou baisse brutale des courbes vers 1480 ; accident qu'on rencontre simultanément dans l'ensemble des Pays-Bas. Les travaux de MM. Vanderwee et Van Cauwenbergue mettent en évidence l'importance de cet accident sur les territoires actuels de la Belgique : au point que la régression du produit agricole s'accompagne à cette époque d'une régression du peuplement, laquelle conduit à un certain remembrement des exploitations.

Par contraste, le XVI^e siècle, dans tous les pays pour lesquels nous possédons des courbes, présente une sorte d'unanimité dans l'expansion et dans la croissance, du moins en ce qui concerne la période 1500-1560 ou 1500-1570. Bien sûr, il ne s'agit pas là d'une découverte. Le beau XVI^e siècle est une réalité conjoncturelle qui est connue à partir des travaux de Braudel et de quelques autres. Mais cette unanimité, depuis la Pologne et la Hongrie jusqu'à l'Espagne, a vraiment quelque chose d'impressionnant dont on ne trouvera pas l'équivalent lors de la seconde vague d'expansion, celle du XVIII^e siècle.

Les travaux de Topolski et Wyczanski sur la production céréalière en Pologne ne reposent pas sur le témoignage direct des dîmes. Mais le faisceau

des présomptions concordantes utilisées par les deux auteurs confère un très grand intérêt à la courbe pluriséculaire qu'ils proposent : la notion de plafond du XIV^e siècle ne paraît pas avoir de sens pour la Pologne. Le XVI^e est un siècle de vraie croissance, et non pas comme c'est le cas en France, de simple récupération, dans une certaine mesure. Les plafonds du XVI^e siècle culminent vers 1560-1570 ; conjoncture européenne classique. La Pologne, à cette époque, tout comme la Hongrie, est à l'heure de l'Occident, en matière de production agricole.

En Hongrie, les admirables séries décimales qu'ont mises à jour nos collègues, témoignent par rapport aux effondrements des XVII^e, XVIII^e et premier XIX^e siècles, pour une très bonne tenue de la production de vin et de blé au XVI^e siècle. Dans l'hypothèse qui serait la moins défavorable pour l'époque de crise qui suivra et qui nous servira de repoussoir (celle du XVII^e siècle), et en prenant les chiffres de la région la moins « pessimiste », celle étudiée par M. Kiss, cette production hongroise est à l'indice 250 vers 1550-1560, par rapport à l'indice 100 vers 1660. Elle battrait de cette manière tous les records absolus, par rapport à toute la période suivante, jusque vers 1820.

Aux Pays-Bas, les travaux de nos communicants signalent dans toute son amplitude le « beau XVI^e siècle ». Pour Mme Tits, cette période correspond même à une poussée de la production céréalière, par rapport au XV^e siècle ; poussée du XVI^e siècle dont l'acquis restera maintenu au cours des siècles suivants de l'Ancien Régime. Mais la question reste posée : cette « poussée du XVI^e siècle » n'est-elle pas là, comme en Cambrésis, une récupération des hauts niveaux antérieurs (XIII^e siècle-début du XIV^e siècle) ? Si l'on se plaçait dans cette perspective, l'essor de l'agriculture flamande (au XVI^e siècle et plus tard) s'analyserait davantage en termes de revenu céréaliier, étoffé désormais par un revenu complémentaire dû à l'élevage et aux plantes industrielles, que du fait d'une montée quant au rendement céréaliier, et quant à la productivité et production céréalières proprement dites.

Si je reprends les travaux de MM. Van der Wee et Van Cauwenbergue sur diverses régions de Belgique, notamment flamandes, on obtient pour le XVI^e siècle, un magnifique essor qui établit des records historiques au niveau des fermages *déflatés*, comme au niveau des fermages en nature. Les premiers auraient progressé, au vu des courbes, de + 67 % au XVI^e siècle par rapport à leur niveau moyen du XV^e siècle. Les seconds (en seigle) marquent des progressions qui selon les cas sont de 16 % et 45 à 50 % entre les déjà bons niveaux de 1430-1454 et les records de 1530-1550. Une hausse d'un tiers paraît représenter dans le domaine des fermages en nature, entre les deux périodes 1430-1454 et 1530-1550, un ordre de grandeur admissible. Cette progression n'est pas imputable, selon nos auteurs, à un tour de vis des propriétaires aux dépens des fermiers. Il s'agit plutôt des conséquences

d'investissements croissants, de progrès technologiques, et d'une augmentation des productions agricoles : elle équivaut *grosso modo* à l'essor de la rente foncière.

Cette progression du xvi^e siècle n'a pas de caractère capitaliste. Elle passe par la petite exploitation familiale de subsistances, qui dégage néanmoins certains excédents pour le marché.

L'exploitation familiale de subsistance se situerait alors à 2,81 ha par ménage. Nos auteurs constatent son morcellement dans la première moitié du xv^e siècle ; son remembrement dans la seconde moitié en fonction des crises démographiques ; un nouveau morcellement lié à l'essor démographique, dans la première moitié du xvi^e siècle ; et cela au profit des petites unités familiales de subsistance (entre 1,50 et 3,75 ha) ; un morcellement plus poussé encore pendant la seconde moitié du xvi^e siècle (jusqu'aux catastrophes de 1580), et cela au profit maintenant des unités submarginales plus petites encore (0,75 à 1,50 ha).

Ce morcellement de plus en plus poussé du xvi^e siècle s'explique par l'essor démographique ; et aussi par le progrès technique de la production agricole et par l'essor de l'industrie rurale qui permettent à une famille de vivre sur des surfaces plus réduites que par le passé.

Sur le territoire de la France actuelle, les données de la Renaissance paraissent moins brillantes : en Cambrésis, le beau xvi^e siècle est incontestable ; il ne retrouve pourtant, vers 1520-1540, que 58 % des niveaux de 1320 même si on est à 13 % au-dessus des niveaux du mauvais xv^e siècle vers 1450-1460. En Normandie, il n'est pas certain que la récupération agricole ait été totale par rapport à l'avant- peste de 1340. Les niveaux normands du beau xvi^e siècle en tout seront parfois inférieurs (Cotentin) généralement égaux (plaine de Caen) à ceux du xvii^e siècle.

De même, les courbes de M. Constant sur la rente foncière en nature et éventuellement déflatée en Beauce indiquent, après une très basse période pendant le mauvais xv^e siècle (disons vers 1416, date connue), une brillante montée au xvi^e siècle, avec un sommet ou plafond vers 1550-1580.

Même tendance pour les baux en nature ou en argent déflaté des métairies chartraînes (en fait pseudo-métairies) étudiées par Daniel Blouin (La rente foncière en pays chartrain, *Annales de Normandie*, juin 1972). Voyez les graphiques de la page 145 : montée de la rente en nature des métairies, à travers l'accident de 1530 jusque vers 1550 et cela jusqu'à un maximum qui ne sera dépassé que d'assez peu (de 10 % environ) au xvii^e siècle, et ne sera définitivement et pleinement surclassé (de 45 %) que dans les décennies 1770-1780. En Suisse aussi, d'après les travaux de Mme Head-Koenig, les rendements des céréales au xvi^e siècle se situent tout à fait au niveau de ceux

des siècles suivants. Une culmination helvétique, en synchronie européenne, se situe vers 1550.

En Espagne maintenant : en vieille Castille (province de Ségovie), les plafonds du XVI^e siècle se situent dans la ligne de l'expansion castillane ; initiée en la seconde moitié du XV^e siècle, elle culmine dans le troisième quart du XVI^e ; les décennies 1570-1590 sont à l'indice 136 (134 et 138 respectivement) avant l'effondrement de la période 1590-1660 (indice 1640-1649 = 100). Cette prospérité des années 1570-1580 est basée sur la production du froment pour la nourriture des villes : celles-ci soutiennent donc la bonne conjoncture du XVI^e siècle, visible aussi en Pays basque, en Murcie... Les travaux de nos collègues italiens dessinent pour l'Italie du Nord le tableau d'un XVI^e siècle longtemps caractérisé par une forte production de grain, souvent croissante ; par une bonne tenue, en général, de la productivité et du revenu agricole. Les premiers signes de crise et de déclin se font parfois sentir dès la fin du XVI^e siècle, mais c'est bien le XVII^e siècle en tant que tel qui connaît une crise, avec une chronologie interne sur laquelle je reviendrai. En Italie du Sud, d'après M. Aymard, la période de 1450 à 1560-1580 est de croissance.

Encore une fois sur ce XVI^e siècle, les dîmes ne nous apprennent rien d'extraordinaire, mais elles témoignent d'une très remarquable unanimité européenne, de la Hongrie-Pologne à l'Espagne, dont on ne retrouvera pas l'équivalent lors de la phase d'expansion-croissance du XVIII^e siècle.

La crise du XVII^e est un fait européen, mais les chronologies ainsi que l'amplitude même du phénomène de crise sont variables selon les pays. Il y a des conjonctures nationales diverses (France, Espagne, Hongrie) et aussi des différences chronologiques à l'intérieur d'une même nation selon les régions.

Notons cependant un phénomène unanime, quelles que soient par ailleurs les disparités des chronologies : on trouve partout la crise autour de 1640-1650, fruit amer des guerres, du fisc, du climat, de la panne d'argent peut-être, etc.

Au fond, en ce qui concerne le long XVII^e siècle de 1560 à 1720, nous voyons se remplir un certain nombre de cases nationales ou régionales dans un tableau pan-européen. Il nous suffira plus tard de remplir les cases manquantes ou moins largement garnies, par exemple l'Allemagne, pour obtenir un tableau complet.

On note un XVII^e siècle désastreux en Hongrie, contrasté en Espagne, plus long et avec triple fluctuation en France.

En Hongrie, au diocèse de Győr (M. Hunyadi), la production de blé et grains décline dans la période 1600-1630, notamment à cause des guerres contre les Turcs, contre l'empereur germanique, et du fait des incursions des

bandes catholiques ou protestantes pendant la première phase de la guerre de Trente Ans. Ce déclin du premier XVII^e siècle sera de longue portée : il correspond à une baisse d'environ 25 % de la production céréalière, du milieu du XVI^e siècle au premier tiers du XVII^e ; et à une baisse *grosso modo* parallèle de la productivité céréalière par tête de cultivateur villageois. Ce n'est qu'un début ! Les formidables séries hongroises qu'ont exploitées, dans diverses régions, par ordinateur, M. Makkai et Mme Zinanyi démontrent l'amplitude de la « crise du XVII^e siècle » prolongée en Hongrie... jusqu'au XIX^e siècle.

Exemple parmi bien d'autres : dans la région de Saros (7 localités) la baisse de la production céréalière démarre vers 1570-1580. Vers 1610-1620 on atteint un premier palier qui tiendra jusque vers 1650-1670 ; la baisse est de 72,4 % ! En d'autres termes, on tombe de l'indice 100 à l'indice 27,6 ! De 1675 à 1700, nouvel écroulement jusqu'à l'indice 7 (par rapport à l'indice 100 toujours placé vers 1560-1575). La première phase de l'écroulement est économique : le nombre des exploitations paysannes semble tenir le coup entre 1570 et 1670. C'est la productivité céréalière par exploitation qui décline. Après 1670, et de 1670 à 1700, l'écroulement démographique se produit à son tour. Tragique XVII^e siècle en vérité.

En Pologne, la chronologie du mauvais XVII^e siècle est nettement plus tardive qu'en Hongrie plus au Sud (ce décalage Sud-Nord d'une certaine manière se retrouve aussi en France). En Pologne, un léger déclin dans la première moitié du XVII^e siècle prélude en effet aux effondrements catastrophiques des années 1655-1660 et 1700-1715. Aux plus mauvais moments, la production agricole tomberait à 50 ou 60 % de ses maxima des années 1560-1570. Cette chronologie catastrophique n'est pas tellement différente de celle qu'on connaît en France, voire en Allemagne. Mais la baisse de production (et de population) qui est enregistrée en Pologne est beaucoup plus grave que celle qui intervient à la même époque en France. On se rapprocherait plutôt dans le cas polonais, des modèles catastrophiques qu'a présentés l'Allemagne pendant la guerre de Trente Ans.

Le XVII^e siècle espagnol est fort bien dessiné déjà par les auteurs de nos communications qui bien sûr ne prétendent point à l'exhaustivité. Rendons hommage d'abord à l'œuvre pionnière d'Anes Alvarez. Et notons qu'en gros, le XVII^e siècle souffreteux en Espagne correspond aux deux premiers tiers ou aux 70 premières années du XVII^e siècle. En Basse-Andalousie (Ponsot), un plateau de production céréalière (1600-1670) est suivi au-delà de 1670 par une montée très nette jusqu'en 1700, consolidée ensuite au-delà de cette date. Dans la région valencienne (J.M. Palop-Ramos) le déclin est très sensible à partir de 1600 ou 1610 selon les zones. Le point le plus bas de la courbe, au terme de la branche descendante de ce cycle de crise se situe vers 1647-1649 au moment de pestes fameuses. Par rapport à 1610 (indice

100), le niveau des dîmes vers 1640-1650, ou 1645-1650, n'est plus qu'à l'indice 53. Dans 7 dîmes sur 10, la remontée est déjà assez sensible vers 1680. Situation assez semblable à celle de la Catalogne voisine (Vilar).

En Galicie, Eiras Roel qui travaille sur des séries décimales en nature ou déflatées localise très précisément les bas-fonds du xvii^e siècle entre 1615 et 1645, avec une baisse des indices en ces trente années.

Ensuite la période 1645-1730 repart, et l'on retrouve cette donnée espagnole selon laquelle la reprise d'un xviii^e siècle précoce s'opère dès la seconde moitié du xvii^e siècle. La reprise est déjà sensible entre 1645 et 1672 (+ 8 %). Elle se confirme entre 1672 et 1730 : + 9 % ! La reprise galicienne à partir de 1670 a été très aidée par la diffusion du maïs. Je devrais encore citer dans le sens d'une périodisation chronologique analogue les beaux travaux de M. de Pinedo avec ses subtiles nuances géographiques, et d'autres encore. Disons quant à l'Espagne entière que le *mauvais* xvii^e siècle s'y individualise essentiellement selon les régions dans la première moitié ou les deux premiers tiers du siècle, et que la récupération, qui dans certains cas (pays basque) se transformera en vraie croissance, y est, semble-t-il, sensible dès la seconde moitié ou en tout cas le troisième tiers. On n'a pas ici l'équivalent de notre crise de la fin du règne de Louis XIV. En un sens le deuxième xvii^e siècle serait meilleur en Espagne qu'en France peut-être à cause d'une pression fiscale plus légère, ou/et parce que l'épisode *froid* de 1690-1720, n'a pas eu en Espagne (pays où le froid n'est pas gênant pour l'agriculture) un impact aussi désastreux qu'en France (pays plus septentrional, et dans lequel une série froide est dangereuse).

En Italie du Nord et surtout du Sud, d'après MM. Aymard, etc., la crise est nette en deux temps de 1560 à 1590-1610 avec une reprise de 1610-1620 à 1646-1650. Retour de la crise autour de 1650-1660 (universelle) mais la reprise s'amorce à partir de 1680-1690, à peine plus tard qu'en Espagne. Il apparaît ainsi par comparaison que notre grande crise contemporaine de la fin du règne de Louis XIV serait un fait français ou septentrional, lié aux guerres, au fisc, et à la fluctuation froide, plus péniblement ressentie dans les pays d'Europe du Nord que dans ceux du Sud.

Pour le long xvii^e siècle français, notre schéma d'ensemble finalement plus sévère que dans le cas espagnol paraît rester valable : stagnation de 1570 à 1720 avec trois épisodes de recul (guerres de religion, complexe guerre de Trente Ans - Fronde, crise universelle de 1650 ; et fin du règne de Louis XIV. C'est-à-dire en fin de compte un xvii^e siècle très étiré, très rude, moins rude certes qu'en Hongrie, Allemagne et Pologne, mais nettement plus long qu'en Angleterre et qu'en Espagne. Entre ces trois phases que j'ai appelées dans *l'Histoire économique et sociale de la France*, fluctuations du second ordre, s'intercalent deux épisodes de reprise parfois brillante, la

poule au pot d'Henri IV mitonnée, prolongée jusque sous Louis XIII, jusque vers 1630-1640 parfois ; et le temps des gros épis (Goy) de l'époque Colbert *grosso modo*, de 1660 à 1685 ou à 1690.

Les beaux travaux de Mme Tits, MM. Van der Wee, Gutman et Daelemans, donnent une idée remarquable de la conjoncture multiséculaire sur les terres wallonnes et brabançonnnes ; pas de dîmes en l'occurrence, mais une double validation des rendements par la rente foncière en nature ; et vice versa, au xvii^e siècle. Les diagrammes de Mme Tits témoignent d'abord admirablement sur ce que Neveux appelle les effondrements durables (décennaux ou plus que décennaux) dus, pour l'essentiel ou généralement, aux guerres. Années 1480 (après la mort du Téméraire). Mais surtout de 1578 à 1590 (équivalent belgo-hollandais de nos « guerres de religion ») ; au milieu du xvii^e siècle (pendant les phases localement et universellement épineuses des guerres de Trente Ans) ; pendant l'ensemble des grands conflits belliqueux du règne personnel de Louis XIV depuis la guerre de Hollande dans les années 1670, jusqu'aux durs épisodes guerriers de la fin du règne.

Le xvii^e siècle, dès 1670 en Espagne, après 1715 en France, est évidemment une période de croissance. Mais s'il s'agit d'un phénomène moins massif et moins unanimiste que lors du xvi^e siècle de la Renaissance, ne serait-ce pas parce que les hausses démographiques qui sous-tendent celles de la production agricole sont moins marquées au xviii^e siècle (France : doublement de la population entre 1460 et 1550 ; mais hausse de + 29 % seulement entre 1700 et 1790) ? On note donc (en ce xviii^e siècle de l'essor non unanime), des nations où l'effondrement persiste (Hongrie), des régions stagnantes (la Bretagne), des pays où l'essor de production est freiné dès 1730 ou dès 1750-1760 (en Espagne, souvent), des zones enfin d'essor soutenu d'un bout à l'autre du siècle (Angleterre, et certaines régions de la France).

Pays de déclin qui se prolonge, pays de déclin non arrêté, non enrayé : la Hongrie. Dans le comitat Borsod, l'indice 100 étant placé en 1570-1590, il y a certes après les désastres du xvii^e siècle d'un bout à l'autre, une petite et partielle récupération au premier xviii^e siècle où l'on remonte à l'indice 36. Mais de nouveaux décrochages se produisent vers 1750 ; le palier est à l'indice 20, vers 1755-1780 ; puis décrochage supplémentaire vers 1790 ; pour arriver finalement jusqu'aux bas-fonds de la période napoléonienne, où l'on n'est plus qu'aux environs de l'indice 10 par rapport aux plafonds bien oubliés des années 1580. S'agit-il d'un écroulement de la production céréalière, dialectiquement inséparable bien sûr d'un certain développement de l'élevage hongrois, tout comme dans le Mexique des xvi^e et xvii^e siècles ? En fait le maïs et la pomme de terre se sont développés en Hongrie ; beaucoup de gens ont cessé d'être décimables. Il y a bien en Hongrie crise du xvii^e siècle mais, selon certains, essor du xviii^e.

On est là dans la Hongrie des XVII^e et XVIII^e siècles devant des phénomènes assez comparables à ceux qu'a connus l'Occident des XIV^e et XV^e siècles. Abandon des terres marginales, recul massif de la production céréalière, lié très certainement à un profond recul de la démographie dans un contexte de guerres et d'épidémies, concentrations de l'agriculture sur les bonnes terres, ce qui peut aboutir à une augmentation de la productivité ; développement, peut-être, de la viticulture ; développement, surtout, certainement, de l'élevage (ce qui peut entraîner çà et là un relatif essor des céréales secondaires pour la nourriture des bestiaux). Cet élevage trouvant notamment sa pâture sur les terres abandonnées par les céréales ; et fournissant à celles-ci, sur les champs où elles subsistent, un supplément de fumier qui contribue à accroître encore la productivité en grains des bonnes terres. La population hongroise, ou ce qu'il en reste, est assurée dans ces conditions d'obtenir de fortes rations individuelles de viande, autre trait qui nous rapproche du XV^e siècle en Europe occidentale.

Par contraste, en Pologne, la récupération du XVIII^e siècle, elle, est indéniable, à partir de 1720 (on est là en harmonie avec la conjoncture ouest-européenne, ce qui différencierait le cas polonais du cas hongrois), mais cette récupération n'atteindrait encore à la fin du XVIII^e siècle que les 90 % du niveau record des années 1570.

L'Espagne offre le spectacle d'une croissance du XVIII^e siècle commencée tôt vers 1670, mais qui souvent semble avorter d'assez bonne heure (vers 1730-1760). Par exemple, et si l'on laisse à part le cas de la Catalogne, la croissance du XVIII^e siècle semble s'interrompre ou culminer vers 1730 en Murcie, vers 1760 en Galice, et parfois, c'est vrai, durer jusqu'en 1790 (cas de la région de Grenade). Avortement prématuré donc, d'un nouveau cycle agraire. Dans la plupart des régions espagnoles étudiées (mais pas en vieille Castille), les plafonds du second tiers du XVIII^e siècle ont dépassé en tout cas ceux du XVII^e siècle. Dans le domaine espagnol lointain, au Mexique la montée d'un long XVIII^e siècle initiée dès 1670, se poursuit pendant tout le XVIII^e siècle grâce à la disponibilité et à l'élasticité des fronts de colonisation et de démographie.

Et voici encore quelques autres exemples de croissance vive. Grâce à M. Dickson nous sommes bien documentés sur l'essor de la rente foncière (Irlande) (+ 82 %, déflaté en beurre, entre 1700-1720 et 1770-1790). Cette hausse reflétant à la fois la montée du produit et la poussée des populations (qui engendre elle-même le morcellement des exploitations). En Angleterre et Pays de Galles, la croissance de la production du froment est de + 34,5 % entre 1700 et 1790 (surtout après 1740), pour un gain de population de + 41,5 %.

En ce qui concerne la France, il y a eu XVIII^e siècle des régions relativement stagnantes (Bretagne, Auvergne de Poitrineau, Anjou) ; d'autres font des

progrès (Normandie, certaines régions de l'Aquitaine). Je me bornerai faute de temps à prendre deux exemples, compte tenu du fait que par ailleurs la grève des dîmes en Savoie, par exemple, perturbe gravement nos résultats du XVIII^e siècle. Un exemple de dynamisme : les domaines de l'ordre de Malte ; et un exemple stagnant : la Bretagne.

Domaines aquitains de l'ordre de Malte : la série des courbes de Gangneux (déflatées en prix toulousains par les soins de Mme Tits) est fort éclairante. On sort vivement de la crise au cours de la bonne période pacifique que représentent les vingt premières années du règne de Louis XV, datées par le ministère de Fleury. Vers 1736, les hauts niveaux de la période colbertienne sont presque entièrement retrouvés, à 10 % près. Puis la croissance continue, et dépasse désormais, pendant la seconde moitié du dernier siècle de l'Ancien Régime, les records périmés du temps de Colbert. Cette fois le fameux plafond multiséculaire est enfin percé.

Pour quatre régions (Toulouse, Moyenne Garonne, Pré-Pyrénées, Bordelais), le niveau de 1789 (déflaté) se situe en moyenne à 18,5 % au-dessus du niveau (de bonne conjoncture) de 1678. Les dîmes toulousaines (Frèche), perturbées par la résistance passive ou même active des décimables, ne rendaient pas compte de cet essor et de ces dépassements. Les domaines de l'ordre de Malte, eux (dont les revenus s'expriment selon les cas en dîme et en rente foncière), en sont des témoins nettement plus fidèles. Les données qualitatives qu'évoque Gangneux (sur l'essor de la vigne, du mûrier, de l'olivier, des cultures en terrasses, sur les défrichements parcel-laires et les initiatives agronomiques) confirment dans les faits, la modeste mais indéniable percée du XVIII^e siècle, dorénavant mesurée par les chiffres. Que cette percée ait eu bien du mal, comme le souligne Morineau, à répondre à tous les besoins des populations croissantes, c'est fort plausible. Son existence même n'en est pas moins incontestable.

Le XVIII^e siècle breton, lui, tout au contraire, n'est à aucun degré en situation de croissance par rapport au XVII^e siècle (J. Le Goff, Vannes). Les niveaux du « bon XVII^e siècle » (époque Colbert) seront tout au plus retrouvés en Bretagne pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle : celle-ci est elle-même en progrès par rapport à la première moitié du « siècle des Lumières », qui elle-même est légèrement déprimée ou dépressive. Ce XVIII^e siècle plat ne serait-il (comme c'est en effet le cas en Savoie) que le résultat de la résistance des décimables bretons, « grévistes perlés » de la dîme ? Il ne le semble pas. Et le cas de chaque province doit être envisagé séparément. Les Bretons après tout sont bons catholiques. Et puis surtout, l'atonie démographique de la Bretagne (2 millions d'habitants à la fin du XVII^e siècle et 2 200 000 seulement en 1790) explique bien, pour une grande part, la léthargie du produit brut agricole dans cette province ; les grèves de dîme ont pu y exister ; mais elles n'y ont joué qu'un rôle marginal au XVIII^e siècle, par comparaison avec

la Savoie. La représentativité de ces dîmes bretonnes quant au produit brut est du reste confirmée par la série des *Etats des récoltes* au cours des deux derniers tiers du XVIII^e siècle. Tendanciellement, ils indiquent un parallélisme satisfaisant avec la courbe décimale. La rente foncière armoricaine, elle, au XVIII^e siècle semble avoir progressé au même rythme ou même un peu plus rapidement que les dîmes bretonnes (dans la mesure où celles-ci connaissent, au cours du dernier siècle de l'Ancien Régime, une progression qui n'est en fait qu'une récupération, par rapport au XVII^e siècle). Il n'est donc pas exclu de penser comme le fait J. Le Goff, que la rente foncière a quelque peu « grignoté » le produit brut au XVIII^e siècle, en Bretagne. Plus qu'elle ne l'a fait sans doute dans la région parisienne (J.P. Desaiive).

Il faudrait encore parler des Pays-Bas (très dynamiques au XVIII^e siècle), du Portugal (faible croissance du XVIII^e siècle jusque vers 1720-1750), de la Suisse (faible croissance de la première moitié du XVIII^e siècle et atténuation des oscillations), de l'Italie : croissance ou récupération commencée dès 1680-1690 et continuée au XVIII^e siècle grâce à des relais entre grand domaine et exploitation familiale jusque vers 1750-1760 (Aymard). Cette croissance italienne est remise en cause au milieu du XVIII^e siècle et jusque vers 1815 (comme en Espagne).

Je voudrais conclure en évoquant pour le XIX^e siècle commençant l'étude de O'Brien et Heath : la population française avait augmenté de + 28 % au XVIII^e siècle. Si la croissance céréalière avait suivi les rythmes anglais elle n'aurait été chez nous au XVIII^e siècle que de + 23 %. Malgré cet essor, il apparaît, au début du XIX^e siècle, que la productivité agricole française par tête de travailleur, en 1815-1834, ne sera encore que les 72,5 % de la productivité anglaise. Ce retard serait dû à la technologie inférieure, mais aussi à la surpopulation des campagnes françaises.

J'ajouterai que dans la moitié nord de la France, l'écart par rapport à l'Angleterre, au détriment de la France, était sans doute moins fort. La dépopulation rurale comme facteur de hausse de productivité sera la grande conquête, si l'on peut dire, du second XIX^e et du XX^e siècle.

E. L.R.L.

PUBLICATIONS DU PROFESSEUR

Le Territoire de l'historien, vol. II (éd. Gallimard).